

## DEUX MILLIONS ET PLUS DE MANIFESTANTS CONTRE LE GOUVERNEMENT SARKOZY-FILLON ET LE MEDEF

En répondant en masse à l'appel uni de leurs syndicats, appel relayé par le PS, le PCF, etc., le 29 janvier, plus de deux millions de travailleurs ont mis en avant leurs revendications.

Contradictoirement à la « plate-forme commune » des huit directions confédérales et fédérales, ils ont revendiqué l'arrêt des licenciements, du recours au chômage technique. Ils ont exigé le rétablissement des postes supprimés dans la fonction publique, le retrait du projet de loi Bachelot de casse de la Santé, les éducateurs revendiquant le maintien de leur convention collective.

Les enseignants-chercheurs qui sont entrés en grève exigent le maintien de leur statut, et le retrait de la réforme des concours, avec les étudiants ; les enseignants revendiquent l'abandon des contre-réformes, le retrait définitif de la réforme des lycées.

Les voilà les vraies revendications des travailleurs, des jeunes !

Ils refusent de payer pour la crise du capitalisme, alors que celle-ci s'aggrave de jour en jour. Dans toutes les manifestations, de Paris à Saint-Nazaire, a émergé ce cri : « *Dehors Sarkozy !* ».

### SARKOZY CONVOQUE UN SOMMET POUR « MENER A BIEN SES REFORMES » : DIRIGEANTS SYNDICAUX, N'Y ALLEZ PAS !

Au soir du 29 janvier, alors qu'il venait de faire voter un nouveau plan « de relance », de milliards de subventions aux groupes capitalistes, Sarkozy a rappelé qu'était convoquée, pour février, une réunion avec les dirigeants confédéraux pour « *convenir du programme des réformes à conduire en 2009 et des méthodes pour le mener à bien* ». Il a aussi rappelé sa « *détermination à agir* », et sa haine du droit de grève.

C'est clair comme le jour : la participation à un tel sommet serait à l'opposé de l'exigence du retrait des « réformes » gouvernementales qui s'est exprimée dans les manifestations !

Qui peut croire M.Aubry quand elle appelle le gouvernement à « *changer de politique* », ou J-C.Mailly de FO qui prétend qu'une telle réunion pourrait se « *transformer en réponse aux revendications* » ? Bernard Thibault l'a reconnu: cette réunion n'a pour but que de « *discuter de l'agenda des réformes que le président a dans ses tiroirs* ». Il prétend y opposer la plate-forme syndicale... Mais de revendications, celle-ci n'énonce pas, car elle s'inscrit dans la perspective du « *dialogue social* », dans le respect des « *lois du marché* ». Voilà d'ailleurs notamment pourquoi, le 19 janvier dernier, Sarkozy avait salué lors de ses vœux « *l'esprit de responsabilité* » des dirigeants syndicaux, et s'était aussi dit

« *heureux de pouvoir dialoguer sans affrontement et sans drame* » avec eux, les appelant à « *endosser les réformes* ».

Après le 29, sans le « dialogue social », le gouvernement de Sarkozy ne pourrait poursuivre sa politique sans se heurter immédiatement aux travailleurs. La preuve en a été administrée par le report temporaire de la « réforme » des lycées.

Le mouvement lycéen, s'est combiné avec le fait que les enseignants ont imposé aux dirigeants du SNES-FSU de rompre les discussions. Sans le couvert de la concertation, le gouvernement a manœuvré en recul, et relance sa « réforme » en renouant le fil du « dialogue ».

C'est clair : il n'y a pas à « *attendre des réponses* » du gouvernement, comme le clament les directions syndicales, mais le combattre. C'est leur responsabilité de cesser de mâcher le travail du gouvernement, de s'opposer à lui, en boycottant le sommet gouvernemental de février. Il est possible d'imposer : « **dirigeants syndicaux, ne vous rendez pas chez Sarkozy !** ».

Et alors, la volonté exprimée par les travailleurs d'en finir avec cette politique pourrait déboucher sur le combat dans l'unité pour le vaincre, le chasser du pouvoir.

### EN FINIR AVEC LE GOUVERNEMENT SARKOZY-FILLON AU SERVICE DU CAPITALISME EN CRISE

Le gouvernement Sarkozy-Fillon, comme ses homologues, déverse des milliards pour les grands groupes capitalistes, et présente la facture aux classes populaires. Dans le même temps, ces gouvernements démontrent eux-mêmes que le capitalisme ne fonctionne pas. A la banqueroute de la propriété privée s'ajoute un aveu de faillite politique. Mais leur crise entraîne l'humanité dans l'abîme. En 2009 au moins un million de chômeurs de plus sont prévus chaque semaine dans le monde, des millions de miséreux.

Déjà, en Italie, en Grèce, travailleurs, jeunes, ont engagé de premiers et importants combats, cherchant à dresser le front uni de leurs organisations contre les gouvernements bourgeois.

Dans l'Islande ravagée par les « banksters », le gouvernement est tombé après que les députés sociaux-démocrates aient rejoint les manifestants massés devant le parlement.

Le 29 janvier, c'est l'unité des organisations (syndicats, partis) du mouvement ouvrier qui a permis que les manifestations aient cette ampleur. Qu'elles constituent un front uni pour chasser Sarkozy, rompent avec le gouvernement et les conditions de la venue au pouvoir d'un autre gouvernement issu de ce front seraient réunies. Voilà pour quoi il faut combattre. De ce gouvernement les travailleurs exigeraient la satisfaction des revendications exprimées le 29, l'arrêt des licenciements et des suppressions de postes, l'abrogation des « réformes » réactionnaires, etc.

Les dirigeants syndicaux (et le PS, le PCF) ne remettent pas en cause le capitalisme, et entendent même travailler avec Sarkozy, à son invitation, à un sommet sur la prétendue « refondation du capitalisme » (dont Thibault se revendique), prévu prochainement dans une Angleterre en quasi-faillite.

Mais la satisfaction des revendications vitales nécessite de rompre avec la loi capitaliste du profit, d'organiser la production en fonction des besoins des masses, d'exproprier les gros groupes capitalistes, à commencer par les banques. Il faut pour cela que vienne au pouvoir un gouvernement révolutionnaire, brisant la 5<sup>ème</sup> République, dénonçant la dette publique contractée pour sauver les exploités, rompant avec une Union Européenne déjà éprouvée par la crise. Bref un gouvernement s'engageant dans la voie du socialisme, pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

C'est dans cette perspective qu'il faut s'organiser, qu'il faut combattre pour un gouvernement d'unité des seules organisations du mouvement ouvrier, qu'il faut en urgence, contre le gouvernement Sarkozy, imposer aux dirigeants syndicaux qui voudraient poursuivre le « dialogue social » avec Sarkozy : « *n'y allez pas !* ». C'est ce que propose notre Groupe : discutons-en !

Paris, le 31 janvier 2009